

Les pétitions en ligne et la dénonciation du surtourisme

Clara Boissard, Gaël Cougoulic, Marie Donadieu, Alex Rios et Emma Rivallain
Université Paris-Panthéon-Assas (IFP), France

Global, Numéro 1/2026, Surtourisme et promotion de la vie publique locale
Global, Número 1/2026, Overtourism e promoção da vida pública local
Global, Issue 1/2026, Overtourism and promotion of local public life

Cet article analyse le rôle des pétitions en ligne dans les mobilisations citoyennes contre le surtourisme et les plateformes de location touristique de courte durée. À partir de plusieurs villes touchées par la touristification, il montre que ces pétitions renforcent la visibilité des conflits liés au logement, à la gentrification et à la transformation des espaces urbains. Toutefois, leur efficacité reste limitée par leur faible portée juridique, la fragmentation des revendications et la capacité des plateformes à contourner les régulations. L'article conclut que les pétitions en ligne contribuent à la politisation du surtourisme et au renouvellement des formes d'action collective, tout en révélant les limites des mobilisations numériques face à des acteurs économiques transnationaux.

Este artigo analisa o papel das petições online nas mobilizações cidadãs contra o sobreturismo e as plataformas de alojamento turístico de curta duração. A partir de vários casos em cidades afetadas pela turistificação, mostra que estas petições reforçam a visibilidade dos conflitos relacionados com a habitação, a gentrificação e a transformação dos espaços urbanos. Contudo, a sua eficácia permanece limitada pela reduzida força jurídica, pela fragmentação das reivindicações e pela capacidade das plataformas de contornar os mecanismos de regulação. O artigo conclui que as petições online contribuem para a politização do sobreturismo e para o surgimento de novas formas de ação coletiva, ao mesmo tempo que revelam os limites das mobilizações digitais perante atores económicos transnacionais.

This article analyses the role of online petitions in citizen mobilisations against overtourism and short-term rental platforms. Drawing on cases from several cities affected by touristification, it shows that these petitions increase the visibility of conflicts related to housing, gentrification, and the transformation of urban spaces. However, their effectiveness remains limited by their lack of legal force, the fragmentation of demands, and the ability of platforms to circumvent regulatory measures. The article concludes that online petitions contribute to the politicisation of overtourism and the emergence of new forms of collective action, while also highlighting the limits of digital mobilisation when confronting transnational economic actors.

GLOBAL. REVUE
D'ÉTUDES GLOBALES
REVISTA DE ESTUDOS GLOBAIS
JOURNAL OF GLOBAL STUDIES

Introduction

Avec la montée des contestations contre le surtourisme, les pétitions en ligne sont devenues un outil stratégique pour amplifier les mobilisations citoyennes, notamment face à des plateformes comme Airbnb. En offrant une forme de visibilité et de mobilisation rapide, à bas coût, ces pétitions permettent aux habitants de structurer leurs revendications et d'exercer une pression sur les décideurs publics. Dans plusieurs villes comme Barcelone, Naples ou Lisbonne, des campagnes en ligne ont contribué à l'adoption de réglementations plus strictes contre la location touristique de courte durée. Elles participent ainsi à un nouveau mode d'action collective où le numérique devient un levier pour influencer les politiques urbaines. Il convient d'interroger le rôle et l'efficacité des pétitions en ligne dans la lutte contre l'expansion du tourisme de masse. De quelle manière les pétitions en ligne amplifient ou atténuent les mobilisations anti-tourisme ? Peuvent-elles réellement infléchir les décisions publiques ? Favorisent-elles une mobilisation durable ou restent-elles un outil d'indignation ponctuel ?

Dans cet article, nous observons principalement les transformations du secteur locatif urbain afin de mieux comprendre les formes contemporaines de mobilisation sociale et politique contre le surtourisme. L'essor du tourisme de masse, combiné à la généralisation des plateformes de location de courte durée comme Airbnb, a modifié l'accès au logement dans de nombreuses villes. La raréfaction des biens disponibles à la location de longue durée, l'augmentation des loyers et la pression immobilière croissante dans les centres urbains sont devenues des préoccupations majeures pour les habitants. Ces bouleversements ont conduit à l'émergence de revendications citoyennes autour du droit au logement, de la régulation des plateformes, et plus largement, du modèle de développement touristique dominant.

Sur Internet, une investigation a été réalisée afin de recenser les initiatives citoyennes en lien avec le surtourisme. À l'aide de mots-clés tels que « pétition », « Airbnb », « location courte durée » et « tourisme de masse », des mobilisations ont été identifiées dans différentes régions du monde, et ont montré les villes les plus affectées par ces dynamiques, telles que Barcelone, Lisbonne, Amsterdam, Venise, Paris, ou encore Kyoto. Une analyse plus fine des pétitions disponibles a été menée sur des plateformes comme *Change.org* ou les sites d'associations militantes, en examinant les thèmes abordés, les arguments mobilisés, le nombre de signataires, ainsi que l'écho médiatique et institutionnel rencontré.

L'un des premiers constats dressés est celui de l'essor significatif des pétitions en ligne. Ces dernières traduisent la volonté des citoyens de se réapproprier la parole publique face aux dérives du tourisme de masse et à la marchandisation de leur cadre de vie. Elles constituent un levier d'action collective, en permettant une mise en réseau rapide des revendications, une médiatisation des situations locales et une pression directe sur les décideurs politiques.

Ces pétitions en ligne ne se contentent pas de dénoncer les effets du surtourisme : elles cristallisent des conflits plus larges autour de l'usage de l'espace urbain, de la régulation des plateformes numériques et du pouvoir d'agir des citoyens dans la définition des politiques publiques. En amplifiant les mobilisations locales et en offrant une vitrine aux revendications collectives, elles deviennent des instruments de politisation du débat sur le tourisme. Toutefois, leur efficacité varie selon plusieurs facteurs : la mobilisation populaire qu'elles suscitent, leur visibilité médiatique, mais aussi la réactivité des pouvoirs publics et des institutions locales.

En définitive, ces pétitions en ligne s'inscrivent dans un mouvement plus large de reconfiguration des rapports entre habitants, autorités locales et acteurs privés du tourisme. Face à un modèle de développement jugé injuste et déséquilibré, elles constituent un espace d'expression et de résistance, révélant les tensions croissantes entre les logiques de marché, les impératifs de régulation collective, et les attentes citoyennes en matière de droit à la ville.

Les pétitions en ligne : un outil d'amplification de la contestation contre Airbnb

Les pétitions en ligne sont devenues un outil majeur de mobilisation contre le surtourisme et ses conséquences sur les villes les plus touchées par la spéculation immobilière et la transformation des quartiers résidentiels en zones dédiées aux visiteurs. En facilitant la collecte de milliers de signatures en peu de temps, elles permettent d'exercer une pression sur les autorités locales et nationales, tout en sensibilisant l'opinion publique à l'impact du tourisme de masse. Elles constituent un moyen d'expression rapide et accessible, utilisé par des citoyens et des associations pour dénoncer la transformation des logements en hébergements touristiques et défendre le droit au logement.

Barcelone, comme tant d'autres grandes métropoles européennes, fait face à des difficultés importantes liées au surtourisme, notamment dans ses quartiers historiques. Les habitants de zones comme El Raval, Gràcia et le quartier gothique ont exprimé leur mécontentement face à la transformation de leurs quartiers en zones dédiées aux touristes, souvent au détriment des résidents locaux. En réponse à cette situation, des collectifs d'habitants, tels que le « Sindicat Habitatge Raval », ont lancé des pétitions et organisé des mobilisations pour exiger une régulation plus stricte des locations touristiques. Ces actions ont contribué à une pression

croissante sur la municipalité pour qu'elle prenne des mesures contre la prolifération des logements touristiques (Grondeau & Dourthe, 2024). Face à cette montée des préoccupations, la mairie de Barcelone a adopté des politiques visant à limiter le nombre de licences de location touristique, en les rendant valables seulement pour une période de cinq ans. Cette démarche s'inscrit dans un effort plus large de la ville pour réduire l'impact du tourisme de masse et préserver le logement pour ses habitants permanents. Cependant, cette décision a suscité des réactions mixtes, avec des organisations telles qu'Apertur, l'Association des appartements touristiques de Barcelone, qui a demandé une compensation financière pour les propriétaires touchés par ces nouvelles restrictions¹. Parallèlement, la ville a mis en place la plateforme numérique « Decidim », permettant aux citoyens de participer directement aux processus décisionnels et de soumettre leurs propositions concernant la gestion de la ville. De plus, les habitants de Majorque ont exprimé leur mécontentement en ce qui concerne les croisières. En 2019, plus de 11 000 résidents et 30 organisations ont signé une pétition demandant de limiter à un le nombre de bateaux de croisière accostant quotidiennement à Palma, avec un maximum de 4 000 touristes par jour. Actuellement, le port accueille souvent entre cinq et huit navires, totalisant environ 15 000 passagers².

¹ Le Monde, « Face à l'interdiction annoncée des locations touristiques à Barcelone, les propriétaires organisent la riposte », 16 septembre 2024, [en ligne] : https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/09/16/face-a-l-interdiction-annoncee-des-locations-touristiques-a-barcelone-les-propriteaires-organisent-la-riposte_6319854_3234.html

² *Courrier international*, « Tourisme : ces habitants de Majorque veulent limiter les bateaux de croisière à un par jour », 26 juillet 2019, [en ligne] : <https://www.courrierinternational.com/article/tourisme-ces-habitants-de-majorque-veulent-limiter-les-bateaux-de-croisiere-un-par-jour>

L'Italie, particulièrement touchée par les effets du surtourisme, a vu se multiplier les appels à une régulation plus stricte des locations touristiques. Florence, dont le centre-ville est classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, a vu son équilibre menacé par la prolifération des locations saisonnières. En 2023, une pétition initiée par le collectif *Progetto Firenze* a dénoncé la transformation des logements résidentiels en hébergements touristiques, ce qui a conduit de nombreux habitants à quitter la ville. Ce collectif, né pour défendre les intérêts des résidents face à la *touristification* de la ville, a joué un rôle central dans la sensibilisation aux problèmes de la perte d'identité locale et de la dégradation du patrimoine. *Progetto Firenze* a organisé des actions comme un flash mob en octobre 2021 pour attirer l'attention sur ces enjeux et a collecté des milliers de signatures. Cette pétition a contribué à la mise en place de mesures pour limiter l'impact des locations de courte durée. En réponse à cette pression, la municipalité a interdit l'ouverture de nouvelles locations touristiques dans le centre historique en 2023, et mis en place une taxe spécifique sur les plateformes de location comme Airbnb et Booking.com, bien que ces mesures aient été partiellement remises en question en raison de l'annulation de certaines décisions par le tribunal administratif. Florence a également annoncé en 2024 l'interdiction des boîtes à clés utilisées par les hôtes pour les locations à court terme, une mesure visant à limiter l'impact du surtourisme³. Venise, l'une des villes les plus emblématiques du surtourisme, a vu sa population permanente du centre historique passer de 175 000 habitants en 1951 à moins de 50 000 aujourd'hui. Face à cette crise, plusieurs pétitions ont émergé ces dernières années pour exiger des régulations plus strictes sur les

³ Progetto Firenze, *Chi siamo*, [en ligne] : <https://www.progettofirenze.it/chi-siamo/> ;

Le Monde, « Florence interdit les boîtes à clés, symbole du surtourisme », 15 novembre 2024.

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/15/florence-interdit-les-boites-a-cles-symbole-du-surtourisme_6394502_3210.html.

locations touristiques. En 2021, une pétition lancée par l'association *Venessia.com* a recueilli plus de 20 000 signatures, demandant une interdiction des locations de courte durée dans les quartiers les plus touchés, comme San Marco et Cannaregio. La mairie de Venise a renforcé la régulation, imposant aux propriétaires de résider dans leur logement au moins une partie de l'année pour obtenir une licence de location touristique. En 2023, une nouvelle pétition a exigé la mise en place d'un système de quotas limitant le nombre de nuitées disponibles pour les touristes et une taxe d'entrée pour les visiteurs journaliers. Cette initiative a conduit à la mise en œuvre de mesures, telles que l'introduction d'un ticket d'entrée pour les touristes de passage et la limitation progressive des nouvelles locations sur des plateformes comme Airbnb⁴.

À Amsterdam, une pétition lancée en 2020 a recueilli plus de 23 000 signatures et réclamait des mesures drastiques contre le surtourisme⁵. Parmi les revendications figuraient un plafonnement du nombre de visiteurs, une interdiction de construction de nouveaux hôtels, une augmentation de la taxe touristique et, surtout, une limitation stricte des locations de courte durée. Dès 2020, Amsterdam a pris des mesures pour réguler les locations touristiques. La ville a notamment interdit les locations de type Airbnb dans certains quartiers du centre-ville et introduit un système de permis pour les autres zones, limitant la durée des locations à 30 nuits par an. Ces mesures visaient à réduire l'impact du surtourisme et à

⁴Le Monde, « Venise expérimente un ticket d'entrée à 5 euros pour lutter contre le surtourisme », 27 avril 2024. https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/04/27/venise-experimente-un-ticket-d-entree-a-5-euros-pour-lutter-contre-le-surtourisme_623028

⁵DutchNews, "Amsterdam was wrong to ban Airbnb rentals in three areas: court", 31 mai 2023. <https://www.dutchnews.nl/2023/05/amsterdam-was-wrong-to-ban-airbnb-rentals-in-three-areas-court/>

améliorer la qualité de vie des résidents. Le but est de mieux gérer l'afflux touristique tout en préservant l'équilibre entre les besoins des habitants et des visiteurs⁶.

Enfin, Lisbonne, la capitale portugaise, est confrontée à une crise du logement exacerbée par la prolifération des locations touristiques de courte durée via des plateformes comme Airbnb. Avec 46,7 logements Airbnb pour 1 000 habitants, Lisbonne présente la plus forte densité en Europe. Cette situation a conduit de nombreux résidents à être évincés de leurs quartiers historiques, remplacés par des visiteurs temporaires. En réaction, en novembre 2024, un collectif citoyen, le *Movimento Referendo pela Habitação (MRH)*, a lancé une pétition demandant l'organisation d'un référendum pour interdire les locations touristiques dans les immeubles résidentiels.⁷ Cette initiative a recueilli environ 11 000 signatures, dépassant largement les 5 000 nécessaires pour que la question soit débattue au conseil municipal. Cependant, en février 2025, le Tribunal constitutionnel portugais a rejeté la tenue de ce référendum, invoquant des insuffisances juridiques et procédurales. Malgré ce revers, la pétition a mis en lumière les tensions croissantes liées à l'essor des locations touristiques dans la capitale portugaise.⁸ Les militants soulignent que les locations à court terme occupent une part significative des logements dans le centre historique de Lisbonne, contribuant à la

⁶ DutchNews, "Amsterdam to ban Airbnb in city centre, bring in permits for holiday rentals", 16 avril 2020. <https://www.dutchnews.nl/2020/04/amsterdam-to-ban-airbnb-in-city-centre-bring-in-permits-for-holiday-rentals/>.

⁷HALEM France, « Les habitant.e.s de Lisbonne organisent un référendum sur l'avenir des locations de vacances et d'Airbnb », 10 juillet 2024. [https://www.halemfrance.org/?Les-habitant-e-s-de-Lisbonne-organisent-un-referendum-sur-l-avenir-des.halemfrance.org+2halemfrance.org+2halemfrance.org+2](https://www.halemfrance.org/?Les-habitant-e-s-de-Lisbonne-organisent-un-referendum-sur-l-avenir-des-halemfrance.org+2halemfrance.org+2halemfrance.org+2).

⁸ Reuters. (2024, July 11). Pressure grows in Lisbon for referendum to tackle holiday rentals boom. Reuters. <https://www.reuters.com/world/europe/pressure-grows-lisbon-referendum-tackle-holiday-rentals-boom-2024-07-11/>

gentrification et à l'éviction des habitants locaux. Ils estiment qu'il est temps de freiner cette tendance pour préserver la vie communautaire et l'accessibilité du logement dans la ville. Cette mobilisation reflète une prise de conscience croissante parmi les Lisboètes concernant l'impact du tourisme de masse sur leur qualité de vie et le tissu social de la ville. Si le référendum aboutit à une interdiction des locations touristiques dans les immeubles résidentiels, cela pourrait servir de modèle pour d'autres villes confrontées à des défis similaires liés au surtourisme et à la spéculation immobilière.

Ces exemples montrent que les pétitions en ligne sont une forme de dialogue du bas vers le haut dans les politiques publiques. En mobilisant un large public et en attirant l'attention des médias, elles amplifient les revendications locales et poussent les autorités à réagir. Celles-ci s'inscriraient dans une nouvelle forme de militantisme numérique, rapide et accessible, qui permet aux citoyens de formaliser leurs revendications, de les partager et d'essayer d'exercer une pression sur les acteurs économiques et politiques du marché locatif. Au-delà des pétitions, ces mobilisations s'accompagnent souvent d'autres formes d'actions : manifestations, campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux, recours juridiques contre les plateformes de location et pressions sur les élus locaux. Dans de nombreuses villes, les pétitions comptent parmi les pratiques qui ont permis d'engager un débat public sur la régulation du tourisme de masse. Ainsi, que ce soit à Barcelone, Venise, Rome, Florence ou Amsterdam, les pétitions en ligne sont devenues un levier de mobilisation citoyenne. Elles ont permis de faire évoluer les politiques locales pour mieux encadrer l'impact des plateformes de location touristique sur les centres urbains.

Limites des pétitions : une efficacité contrastée

Si les pétitions en ligne ont permis de sensibiliser l'opinion publique et d'attirer l'attention des autorités sur les effets négatifs du surtourisme, leur rôle dans la mise en place de régulations concrètes reste toutefois limité. Ces formes d'engagement, bien que révélatrices d'une prise de conscience citoyenne, ne possèdent aucune valeur juridique contraignante. Elles peuvent certes susciter des débats publics, générer une couverture médiatique et inciter les décideurs à réagir, mais elles ne garantissent pas l'adoption ou l'application effective de mesures de régulation.

L'exemple de la ville de Kyoto illustre bien cette tension. Confrontée à une pression touristique massive, notamment dans ses quartiers historiques comme Gion, la ville a mis en place certaines régulations destinées à limiter les effets délétères du tourisme de masse. Parmi ces mesures figure l'interdiction de circuler dans certaines rues privées de Gion afin de préserver la tranquillité des résidents et de protéger le mode de vie local. Une hausse significative de la taxe de séjour est également prévue, pouvant atteindre jusqu'à 60 euros par nuit et par personne, dans une logique de «tourisme de qualité» selon des critères économiques. Ces actions traduisent une volonté de reprendre la main sur le développement touristique et de mieux en maîtriser les aspects négatifs.

Cependant, ces mesures restent partielles, et leur portée demeure limitée face aux intérêts économiques puissants liés au secteur touristique. Kyoto, comme d'autres grandes villes japonaises, tire une part non négligeable de ses revenus de l'industrie du tourisme, soutenue activement par l'État, en particulier dans le contexte de l'ouverture internationale précédant les Jeux olympiques de Tokyo (2020). Cette dépendance économique rend toute régulation

politiquement sensible, voire conflictuelle. Par ailleurs, les plateformes de location touristique, telles qu'Airbnb, restent difficiles à encadrer localement en raison de leur fonctionnement transnational et de l'asymétrie entre les pouvoirs municipaux et les grandes entreprises numériques⁹.

À Naples, la montée des effets liés à la *touristification* et à la spéculation immobilière a conduit à une mobilisation citoyenne croissante. Le collectif *Resta Abitante*, composé de résidents napolitains, dénonce les conséquences de l'explosion des locations de courte durée sur l'accès au logement, la cohésion sociale et la qualité de vie urbaine. Selon leur analyse, plus de 70 % des annonces de logements touristiques se concentrent dans les quartiers centraux de la ville, rendant l'accès au logement dans cette région de la ville de plus en plus difficile pour les habitants, avec des loyers atteignant jusqu'à 60 % du revenu moyen¹⁰. Dans ce contexte, le collectif a lancé une pétition en ligne réclamant un moratoire sur les nouvelles licences Airbnb et une réglementation stricte des locations de courte durée. L'objectif est de réunir 10 000 signatures pour porter la demande devant le Conseil municipal de Naples, afin de contraindre les autorités locales à agir.

Bien que des mesures aient été prises, comme l'enregistrement obligatoire par le biais d'un code d'identification régional (SCIA) et la limitation de la durée de location à 30 jours pour les propriétés entières, leur mise en œuvre effective est toujours retardée ou partiellement appliquée. Une grande partie des locations continue de fonctionner sans licence officielle, et

⁹ *Slate.fr*, « Au Japon, les touristes exaspèrent les habitants (et font perdre 8,6 millions d'euros à Airbnb) », 3 août 2018. <https://www.slate.fr/story/163274/au-japon-airbnb-loi-8-6-millions-deuros>.

¹⁰ Collectif Resta Abitante, *Appel à signature pour la défense du droit à habiter*. <https://restabitante.org/appello/>

les contrôles demeurent insuffisants. Cette situation reflète, une fois de plus, la difficulté pour les habitants à faire valoir leurs droits face aux intérêts du marché lié au tourisme.

Un autre facteur limitant le poids politique des pétitions en ligne tient à la fragmentation des revendications. Celles-ci sont souvent portées par des groupes localisés — à l'échelle d'un quartier, d'un arrondissement, voire d'un immeuble — ce qui entrave la constitution d'un mouvement cohérent et structuré à l'échelle nationale. À Tokyo, par exemple, plusieurs mobilisations ont été lancées par des résidents s'opposant aux nuisances générées par les locations Airbnb : bruit, va-et-vient incessant, sentiment d'insécurité, perte de lien social, etc. Ces mobilisations reflètent une inquiétude des habitants face à la transformation de leur environnement par la plateformisation du logement. Mais, ces actions ont souvent été isolées, portées par des collectifs informels, sans coordination entre quartiers ou relais politiques clairs. En l'absence de fédération des luttes ou de stratégie commune, leur impact sur les politiques publiques s'est révélé limité. Si le gouvernement japonais a adopté en 2018 une loi encadrant les *minpaku* (locations de courte durée), avec obligation d'enregistrement et limitation à 180 jours par an, cette législation a été portée par l'État central, plus que par la pression citoyenne¹¹.

Par ailleurs, les autorités locales ont conservé une marge de manœuvre importante pour restreindre plus sévèrement ces pratiques, ce qu'ont fait certaines municipalités (comme Kyoto ou certaines zones de Tokyo), mais sans homogénéité. L'éclatement géographique et

¹¹ *Eldorado Immobilier*, « La loi Minpaku du Japon – synthèse ».

https://eldorado-immobilier.com/location-saisonniere-japon-reglementation/#La_loi_Minpaku_du_Japon_%E2%80%93_synthese

stratégique des revendications a donc laissé le champ libre à des réglementations disparates, souvent insuffisantes au regard des attentes des habitants.

Enfin, les efforts citoyens pour réguler l'activité des plateformes se heurtent souvent à l'opposition directe des acteurs économiques, qui déploient des stratégies complexes pour neutraliser ou contourner les réglementations locales. Airbnb, en particulier, dispose d'une force de frappe considérable. L'entreprise a su développer, dans de nombreuses villes, des stratégies de lobbying, de communication publique et, dans certains cas, des recours judiciaires pour s'opposer aux décisions prises sous la pression des mobilisations citoyennes (Peeters et *al.*, 2018).

Le cas de Barcelone est emblématique de ces tensions. Confrontée à une crise du logement exacerbée par la prolifération des locations touristiques, la municipalité a annoncé en 2024 une mesure radicale : ne pas renouveler les licences de plus de 10 000 appartements touristiques d'ici 2028, dans le but explicite de réintégrer ces logements dans le parc résidentiel. Cette décision a reçu l'aval du Tribunal constitutionnel espagnol, donnant ainsi une base juridique solide à la stratégie municipale¹².

Pour autant, la mise en œuvre de ces politiques reste fragile. En novembre 2024, un rapport révélait que plus de 20 % des logements touristiques annoncés sur Airbnb à Barcelone étaient illégaux (soit plus de 3 200 logements), notamment des chambres interdites à la location de

¹² Reuters, « La plus haute cour espagnole soutient le plan de Barcelone d'interdire les appartements de vacances », 13 mars 2025.

<https://www.reuters.com/world/europe/spains-top-court-backs-barcelonas-plan-ban-holiday-apartments-2025-03-13>

courte durée ou des appartements sans numéro de licence valide¹³. Ces données illustrent la capacité de la plateforme à poursuivre ses activités en marge de la régulation, malgré les efforts des autorités.

Les pétitions citoyennes, si elles participent à la création d'un rapport de force local et à la mise à l'agenda du problème, peinent à produire des effets durables face à des stratégies de contournement bien rodées. Le cas barcelonais souligne ainsi les limites structurelles des mobilisations numériques, notamment lorsque celles-ci s'opposent à des entreprises transnationales disposant de relais politiques, de ressources financières et d'une forte capacité d'adaptation réglementaire.

Les dynamiques individuelles face aux plateformes : une redéfinition des rapports entre acteurs

Les plateformes de location saisonnière comme Airbnb ont bouleversé en profondeur le marché locatif, en reconfigurant horizontalement les rapports entre locataires, propriétaires et autorités publiques. Ce qui apparaissait d'abord comme une innovation technologique facilitant l'accès au logement s'est rapidement imposé comme un modèle central du tourisme urbain, difficile à encadrer et à réguler. Ce glissement a généré de nouvelles tensions, à la fois sociales, économiques et politiques, révélant un paradoxe : une économie fondée sur l'autonomie individuelle qui finit par nécessiter un retour de l'encadrement collectif.

¹³ Cadena SER, « Un de cada cinc allotjaments turístics de Barcelona anunciats a Airbnb és il·legal », 21 novembre 2024. <https://cadenaser.com/cataluna/2024/11/21/un-de-cada-cinc-allotjaments-turistics-de-barcelona-anunciats-a-airbnb-es-illegal-sercat/>

Si ces plateformes ont initialement favorisé une logique de désintermédiation en permettant aux individus d'accéder au marché locatif autrement, elles sont aujourd'hui au cœur de tensions sociales et économiques qui conduisent à une (ré)intermédiation politique via des outils numériques. Une sorte de paradoxe voit alors le jour : d'un côté, on assiste à un effacement des intermédiaires traditionnels du tourisme, affaiblis au profit des individus, mais on assiste également à l'émergence inévitable de nouveaux intermédiaires et structures d'encadrement pour reprendre le contrôle sur la trop grande libéralisation du marché du tourisme, sous la pression des citoyens eux-mêmes. Cette dynamique reconfigure les interactions entre les différents acteurs du logement urbain, à la fois sur le plan économique et réglementaire.

À l'origine, les plateformes comme Airbnb constituaient une solution pour des individus souhaitant accéder au marché de la location sans passer par les intermédiaires classiques — à savoir les hôtels, les agences de voyages, les tour-opérateurs — et en permettant à des particuliers de devenir eux-mêmes acteurs économiques. Ce phénomène de désintermédiation a d'abord été perçu comme une opportunité : offrir plus de flexibilité aux propriétaires et diversifier l'offre de logements pour les voyageurs. À leurs débuts, ces plateformes étaient une alternative marginale et participative, favorisant une économie plus horizontale. Aujourd'hui, cette dimension individuelle se retrouve également dans les mobilisations contre ces plateformes, notamment à travers les pétitions en ligne.

Ce modèle économique disruptif a facilité l'autonomisation des propriétaires, qui peuvent désormais proposer leur logement sans passer par les circuits professionnels traditionnels, contournant ainsi les frais d'agence et les contraintes administratives. Il a également permis

une rentabilité accrue grâce à des loyers plus élevés que ceux du marché locatif classique, tout en offrant aux touristes une alternative économique aux hôtels et la possibilité de vivre comme un local.

Cependant, cette libéralisation s'est rapidement transformée en une re-concentration du marché, bénéficiant principalement à des investisseurs et à des multipropriétaires qui ont professionnalisé la location de courte durée. Aujourd'hui, dans de nombreuses grandes villes, les particuliers ne représentent plus la majorité des offres, et une part significative des biens loués sur Airbnb appartient à des gestionnaires de plusieurs logements, parfois via des sociétés-écrans. Cette concentration renforce la gentrification, l'augmentation des loyers et la raréfaction du logement accessible aux habitants. Ce qui était initialement perçu comme une forme de désintermédiation démocratique est devenu un outil d'accumulation de capital immobilier, accentuant ainsi les tensions entre habitants, investisseurs et pouvoirs publics.

Cette transformation du marché ne touche pas uniquement les habitants ou les propriétaires. Elle bouscule également d'autres acteurs économiques traditionnellement implantés dans le secteur du tourisme urbain. Les hôteliers, par exemple, dénoncent une concurrence jugée déloyale : là où eux doivent se conformer à des normes strictes (sécurité, hygiène, fiscalité), les loueurs Airbnb bénéficient d'une plus grande souplesse, voire d'un vide réglementaire. Certains restaurateurs s'inquiètent également de la transformation des centres-villes : les visiteurs qui optent pour des appartements touristiques consomment différemment, parfois moins en extérieur, ou fréquentent des commerces de proximité en délaissant la restauration classique. Ces tensions économiques mettent en évidence la complexité des relations entre

les acteurs : ce qui est bénéfique pour certains peut fragiliser d'autres, et la plateforme devient un terrain de luttes multiples et parfois contradictoires.

Si les plateformes ont d'abord favorisé une économie de pair à pair en réduisant l'intervention des intermédiaires traditionnels, elles ont également été le catalyseur de nouvelles tensions sociales. Aujourd'hui, les habitants et locataires affectés par la transformation de leur environnement utilisent les outils numériques pour structurer leur opposition et interpeller les pouvoirs publics.

Face à la prolifération des locations touristiques, des mobilisations citoyennes ont émergé. Pourtant, à la différence d'autres luttes sociales plus structurées, l'opposition à Airbnb repose souvent sur des initiatives éclatées et disparates, en raison de la nature individualisée du problème, chaque habitant étant impacté à des degrés divers. De ce fait, plusieurs formes de contestation via le numérique ont vu le jour. Des citoyens utilisent des cartographies collaboratives des logements touristiques comme *Inside Airbnb*¹⁴ pour recenser et visualiser l'impact des locations saisonnières sur leur quartier, mettant en évidence la concentration des logements touristiques et leurs effets sur l'offre locative classique. De nombreux habitants témoignent sur *X*, *Facebook* ou *Instagram* pour alerter sur les abus du surtourisme et mobiliser l'opinion publique, ou alors vont chercher à contourner les procédures classiques de dépôt de plaintes en remplissant des formulaires en ligne mis en place par les municipalités pour dénoncer les locations illégales ou les nuisances liées aux locations touristiques gérées par des particuliers. Ces outils numériques créent une intermédiation politique en offrant aux

¹⁴ *Inside Airbnb*, « Données sur l'impact d'Airbnb dans les villes du monde », [en ligne] : <https://insideairbnb.com/fr/>

habitants des moyens d'influencer les débats publics, sans passer par les canaux institutionnels traditionnels.

Dans certaines villes, des actions locales et collectives ont vu le jour, avec des manifestations, des réunions publiques ou des actions juridiques pour contester les effets d'Airbnb. Cependant, ces initiatives restent souvent cantonnées à l'échelle locale, limitant leur portée. Certaines mobilisations ont réussi à s'allier aux pouvoirs publics, comme à Barcelone ou Berlin, où la pression citoyenne a conduit les autorités à imposer des restrictions strictes sur les locations touristiques. Cela démontre que, lorsque la contestation s'inscrit dans un cadre plus large, elle peut déboucher sur des mesures concrètes et contraignantes. Cette diversité d'actions illustre bien la tension entre un phénomène globalisé et des résistances locales et fragmentées. Tant que ces mobilisations ne s'inscrivent pas dans une régulation plus systémique, leur conséquence reste limitée.

Face à cette mobilisation croissante, les pouvoirs publics sont contraints d'intervenir pour encadrer les pratiques des plateformes et répondre aux préoccupations des habitants. Cela entraîne une reconfiguration des relations entre les différents acteurs du marché locatif. Les autorités locales adoptent de plus en plus de mesures restrictives, comme des quotas de locations, des interdictions dans certaines zones ou des amendes pour les propriétaires non déclarés. La décision d'interdire totalement la location touristique d'appartements à Barcelone d'ici 2028 reste toutefois ambivalente : les municipalités, bien qu'engagées dans la défense du droit au logement, dépendent aussi des retombées économiques du tourisme urbain, ce qui complexifie la mise en œuvre de politiques véritablement contraignantes.

Initialement, les propriétaires gagnaient à cette économie du partage. Or, ils se trouvent maintenant très contraints par des règles restrictives limitant leur marge de manœuvre. Les nouvelles mesures imposées, comme la déclaration obligatoire, les taxes supplémentaires ou la limitation des durées de location, compliquent leur activité et peuvent les inciter à quitter le marché immobilier, ou au moins à ralentir leur acquisition de nouveaux biens. Face aux dérives des plateformes traditionnelles, certains collectifs proposent des modèles alternatifs, comme des coopératives de logements partagés ou des plateformes plus régulées. *Fairbnb*¹⁵, par exemple, reverse une partie de ses bénéfices à des projets locaux afin de compenser l'impact du tourisme sur les communautés.

Ce système de contestations contre Airbnb fonctionne de manière circulaire. À l'origine, il s'agit d'une plateforme qui a été conçue pour donner aux individus une alternative aux modes traditionnels de location. Cependant, elle a été adoptée, exploitée et détournée non seulement par des individus, mais aussi comme une alternative pour des groupes ou des investisseurs immobiliers, certains y voyant une opportunité lucrative, quitte à susciter l'hostilité des habitants des villes dans lesquelles ils ont investi. Ce projet, qui se voulait quasi révolutionnaire pour le secteur touristique, a fini par générer des tensions si fortes que les habitants, directement affectés par la prolifération des locations saisonnières, se mobilisent contre ces effets néfastes. Ainsi, la boucle se referme : une plateforme conçue pour les particuliers engendre une contestation portée par ces mêmes individus, qui, paradoxalement, en bénéficient aussi lorsqu'ils voyagent.

¹⁵ *Fairbnb.coop*, « Plateforme coopérative de tourisme durable et équitable », [en ligne] : <https://fairbnb.coop/fr/>

Conclusion

Les pétitions en ligne constituent bel et bien un outil significatif au sein des mobilisations anti-tourisme, mais leur efficacité est intrinsèquement liée à leur relation avec d'autres formes d'action collective. Ces pétitions sont des mobilisations rarement isolées ; elles complètent et renforcent des stratégies plus larges incluant des manifestations hors ligne, des actions directes (comme le blocage d'infrastructures touristiques), et un plaidoyer politique ciblant les élus et les institutions publiques. Elles jouent un rôle dans la sensibilisation du public et la légitimation des revendications, en quantifiant le soutien populaire et en fournissant une base de discussion pour les médias et les décideurs. Comparées à l'occupation de l'espace public ou aux actions juridiques, les pétitions ont un coût moindre : elles offrent une accessibilité et une rapidité de mobilisation, malgré l'absence du caractère contraignant des recours légaux ou de la visibilité immédiate des actions de rue.

Les manifestations anti-tourisme ont joué un rôle significatif, bien que celui-ci varie selon les contextes des métropoles européennes. Elles ont contribué à la mise à l'agenda politique du surtourisme, entraînant dans certaines villes l'adoption de politiques publiques et de réglementations visant à limiter les locations touristiques, à augmenter les taxes de séjour ou à restreindre l'accès à certains sites. Des initiatives comme l'interdiction des nouvelles licences Airbnb à Barcelone ou la mise en place d'un ticket d'entrée à Venise sont des exemples concrets de transformations notables. Cependant, ces mobilisations se heurtent souvent à la résistance des acteurs économiques du tourisme, puissants et bien organisés,

ainsi qu'à un manque de relais institutionnels suffisamment forts pour traduire les revendications en actions pérennes.

Les perspectives d'évolution des contestations anti-tourisme sont étroitement liées à l'essor du numérique et des réseaux sociaux, qui facilitent la diffusion des informations, la coordination des actions et la mise en réseau des collectifs au-delà des frontières (Tufceci, 2017). On pourrait anticiper une montée en puissance des actions, potentiellement *via* une coordination internationale des luttes contre le surtourisme, malgré le fait que les revendications restent très locales. Néanmoins, ces mouvements ne sont pas exempts de risques de récupération par des acteurs politiques cherchant à capitaliser sur le mécontentement, ou par des acteurs économiques proposant des solutions de « tourisme durable » qui pourraient masquer des enjeux de fond.

Enfin, il semble important de réaffirmer les tensions fondamentales entre l'attractivité touristique, souvent synonyme de bénéfices économiques, et la nécessité de préserver le cadre de vie, l'identité culturelle et le bien-être des populations locales. La viabilité du modèle actuel de tourisme de masse est de plus en plus questionnée face à ses conséquences négatives. Il devient urgent d'explorer et de promouvoir des modèles alternatifs, axés sur un tourisme plus durable, respectueux des environnements et des communautés, et nécessitant un encadrement réglementaire plus strict pour garantir un équilibre entre les besoins des visiteurs et les droits des habitants. Les mobilisations citoyennes, avec leurs outils numériques et leurs actions sur le terrain, jouent un rôle essentiel pour impulser cette transition vers un avenir touristique, espérons-le, plus soutenable.

Références

Grondeau, A., & Dourthe, G. (2024). Ubérisation et altermétropolisation : Trajectoires comparées d'Airbnb à Marseille, Lisbonne et Barcelone. *Bulletin de l'Association de géographes français*, 101(1). <https://doi.org/10.4000/12ddk>

Peeters, P., Gössling, S., Klijs, J., Milano, C., Novelli, M., Dijkmans, C., Eijgelaar, E., Hartman, S., Heslinga, J., Isaac, R., Mitas, O., Moretti, S., Nawijn, J., Papp, B., & Postma, A. (2018). *Research for TRAN Committee – Overtourism: Impact and possible policy responses*. European Parliament, Policy Department for Structural and Cohesion Policies.

Sources

Cadena SER. (2024, November 21). *Un de cada cinc allotjaments turístics de Barcelona anunciats a Airbnb és il·legal*.
<https://cadenaser.com/cataluna/2024/11/21/un-de-cada-cinc-allotjaments-turistics-de-barcelona-anunciats-a-airbnb-es-illegal-sercat/>

Collectif Resta Abitante. (n.d.). *Appel à signature pour la défense du droit à habiter*.
<https://restabitante.org/appello/>

Courrier international. (2019, July 26). *Tourisme : Ces habitants de Majorque veulent limiter les bateaux de croisière à un par jour*.

<https://www.courrierinternational.com/article/tourisme-ces-habitants-de-majorque-veulent-limiter-les-bateaux-de-croisiere-un-par-jour>

DutchNews.nl. (2020, April 16). *Amsterdam to ban Airbnb in city centre, bring in permits for holiday rentals.*

<https://www.dutchnews.nl/2020/04/amsterdam-to-ban-airbnb-in-city-centre-bring-in-permits-for-holiday-rentals/>

DutchNews.nl. (2023, May 31). *Amsterdam was wrong to ban Airbnb rentals in three areas: Court.*

<https://www.dutchnews.nl/2023/05/amsterdam-was-wrong-to-ban-airbnb-rentals-in-three-areas-court/>

Dutan, I. (2024, July 10). *Les habitant-e-s de Lisbonne organisent un référendum sur l'avenir des locations de vacances et d'Airbnb.* HALEM France.

<https://www.halemfrance.org/?Les-habitant-e-s-de-Lisbonne-organisent-un-referendum-sur-l-avenir-des>

Eldorado Immobilier. (n.d.). *La loi Minpaku du Japon : Synthèse.*

<https://eldorado-immobilier.com/location-saisonniere-japon-reglementation/>

Fairbnb.coop. (n.d.). *Plateforme coopérative de tourisme durable et équitable.*

<https://fairbnb.coop/fr/>

Gourdon, J. (2024, October 8). « *On a appris des erreurs de l'Islande* » : Aux îles Féroé, des espoirs et des craintes face à l'essor du tourisme. *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/10/08/on-a-appris-des-erreurs-de-l-islande-aux-iles-feroe-des-espoirs-et-des-craintes-face-a-l-essor-du-tourisme_6346686_3234.html

Inside Airbnb. (n.d.). *Données sur l'impact d'Airbnb dans les villes du monde*.
<https://insideairbnb.com/fr/>

Kaval, A. (2024, April 27). *Venise expérimente un ticket d'entrée à 5 euros pour lutter contre le surtourisme*. *Le Monde*.
<https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/04/27/venise-experimente-un-ticket-d-entree-a-5-euros-pour-lutter-contre-le-surtourisme>

L'Écho Touristique. (2024, April). *Surtourisme : Les ruelles du quartier des geishas de Kyoto interdites aux touristes*.
<https://www.lechotouristique.com/article/surtourisme-japon-les-ruelles-du-quartier-des-geishas-de-kyoto-interdites-aux-touristes>

Le Monde. (2024, September 16). *Face à l'interdiction annoncée des locations touristiques à Barcelone, les propriétaires organisent la riposte*.
https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/09/16/face-a-l-interdiction-annoncee-des-locations-touristiques-a-barcelone-les-proprietaires-organisent-la-riposte_6319854_3234.html

Le Monde. (2024, November 15). *Florence interdit les boîtes à clés, symbole du surtourisme.*
https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/15/florence-interdit-les-boites-a-cles-symbole-du-surtourisme_6394502_3210.html

Progetto Firenze. (n.d.). *Chi siamo.* <https://www.progettofirenze.it/chi-siamo/>

Reuters. (2025, March 13). *Spain's top court backs Barcelona's plan to ban holiday apartments.*
<https://www.reuters.com/world/europe/spains-top-court-backs-barcelonas-plan-ban-holiday-apartments-2025-03-13/>

Rof, G. (2024, October 25). *À Marseille, les opposants aux croisières dénoncent une activité néfaste aux retombées économiques incertaines.* Le Monde.
https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/10/25/a-marseille-les-opposants-aux-croisieres-denoncent-une-activite-nefaste-aux-retombees-economiques-incertaines_6359524_3234.html

Sharrock, D. (2024, July 10). *Lisbon faces demand for referendum to stop rise of Airbnb.* The Times.
<https://www.thetimes.com/world/europe/article/lisbon-faces-demand-for-referendum-to-stop-rise-of-airbnb-lzq2thzdb>

Slate.fr. (2018, August 3). *Au Japon, les touristes exaspèrent les habitants (et font perdre 8,6 millions d'euros à Airbnb).*
<https://www.slate.fr/story/163274/au-japon-airbnb-loi-8-6-millions-deuros>

Wikipédia. (n.d.). *Tourisme de masse*. Wikipédia.
https://fr.wikipedia.org/wiki/Tourisme_de_masse